

Résumé de la lettre de motivation de Philippe RICHARD concernant sa candidature à la fonction de Secrétaire général de l'OIEC

1. L'importance d'une contribution spécifique (prophétique ?) de l'enseignement catholique aux débats nationaux et internationaux sur l'éducation et le dialogue interculturel, notamment au sein de l'UNESCO
 - J'ai la très forte conviction que l'OIEC doit renforcer son action et sa présence autour des questions éducatives.
 - Ma conviction est que l'OIEC a pour mission essentielle de recueillir les fruits de cette expertise, d'en permettre le partage, et d'œuvrer au profit de l'éducation avec l'ensemble des acteurs de l'éducation. Elle doit le faire tant sur le plan national que sur le plan international, avec comme seule ambition, comme le dit si bien le pape François que « nous n'allons pas changer le monde si nous ne changeons pas l'éducation ».
 - Le Secrétaire Général de l'OIEC est l'expression vivante de ce travail de reliance. Il s'agit de sa première mission. Ainsi, il visite, rencontre, écoute, met en relations, et organise le partage au profit de tous les membres. En lien avec la Congrégation pour l'éducation, il est le symbole de cette communauté vivante et reliée de 210.000 écoles

2. la faiblesse de l'OIEC en tant qu'organisation.
 - Aussi curieux que cela soit possible, l'OIEC, qui représente 46 millions d'élèves et environ 210.000 établissements à travers le monde, est actuellement dans une position ante mortem. En état de quasi-faillite économique, sans véritable stratégie de développement, sans grand soutien des différents secrétariats régionaux, dans l'obligation de justifier sans cesse son action pour espérer percevoir les cotisations qu'il lui sont dues, coupé de grands pays comme par exemple les Etats-Unis, réduite au mieux à faire acte de présence au sein des organisations internationales.

3. Pourquoi présenter ma candidature ?
 - Les quatre années passées au service de l'OIEC en tant que représentant permanent m'ont permis de bien connaître la réalité de l'OIEC de l'intérieur, et de mieux comprendre l'importance de sa contribution pour le monde d'aujourd'hui. Ayant consacré toute ma vie à l'enseignement catholique, comme enseignant du secondaire, puis de l'Université catholique, comme Chef d'Etablissement, comme Directeur diocésain de l'enseignement catholique, enfin comme responsable d'un centre de formation initiale et continue de l'enseignement catholique, ayant dans le même temps été constamment sur le terrain international en tant que juriste internationaliste, expert-consultant des Nations unies, j'ai au fond de moi la double passion de l'enseignement catholique et de la dimension internationale et universelle. De ce fait, je considère la contribution de l'enseignement catholique comme essentielle, et je suis prêt à m'engager davantage pour lui donner une réalité plus conforme à ce qu'elle devrait être. Je crois que l'école catholique est une chance pour l'évangélisation.

- C'est pour toutes ces raisons que je propose ma candidature, sachant qu'il ne s'agit aucunement pour moi de confondre cette candidature avec une compétition. Je pense, j'espère même qu'il existe d'autres candidatures meilleures que la mienne, qui augmenteront les chances de l'OIEC de se sauver et de se développer. L'avenir de l'OIEC doit être porté par ces différentes candidatures, afin de multiplier l'énoncé des futurs possibles, et les chances de revitalisation de l'OIEC.
- Compte-tenu de la situation complexe de l'OIEC sur le plan financier, ma candidature s'inscrit dans un contexte particulier qui demandera quelques aménagements, visant notamment à la diminution des coûts de fonctionnement.
- Il me semble que deux priorités sont à retenir pour les quatre années à venir :
 - travailler au renforcement du rôle des secrétariats régionaux dans l'animation de l'OIEC, tout en mettant en valeur auprès de chaque secrétariat, le rôle de passerelle que peut jouer l'OIEC pour renforcer les synergies.
 - travailler au renforcement et à la professionnalisation de la mission de représentation auprès des Nations-unies et de l'UNESCO